

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2007 — 1580

[2007/201210]

**22 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer, fixant l'entrée en vigueur de l'article 14, § 2, 2°, du décret du 20 juillet 2005 modifiant le Code wallon du Logement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 14, § 2, 2°, tel que modifié par l'article 14 du décret du 20 juillet 2005 et l'article 14, § 3, tel que modifié par l'article 3 du décret du 20 juillet 2005 modifiant le Code wallon du Logement pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur des ménages en état de précarité et de personnes sans abri;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 novembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2006;

Vu l'avis 42.238/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 février 2007;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri est modifié comme suit :

« Arrêté relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer ».

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur des ménages en état de précarité et de personnes sans abri est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Sont accordées aux conditions fixées par le présent arrêté, des allocations de déménagement et de loyer :

1° au ménage en état de précarité qui, soit quitte un logement inhabitable ou surpeuplé, soit sort de sa situation de "sans-abri" et prend en location un logement salubre ou un logement améliorable qui deviendra salubre dans les six mois de son entrée dans les lieux à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population;

2° au ménage en état de précarité dont un membre du ménage est handicapé qui quitte un logement inadapté et prend en location un logement salubre ou un logement améliorable qui deviendra salubre dans les six mois de son entrée dans les lieux à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population;

3° au ménage locataire d'un logement appartenant à une société qui, à l'initiative de celle-ci, quitte son logement pour permettre à cette dernière d'effectuer les travaux, inscrits dans un programme d'investissements, nécessitant le déménagement des locataires et reconnu comme tel par le Gouvernement, pour prendre en location, de manière temporaire ou non, un logement de la même société proportionné à sa composition de ménage et salubre ou un logement salubre ou un logement améliorable qui deviendra salubre dans les six mois de son entrée dans les lieux à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population.

L'aide au loyer n'est accordée aux ménages visés au point 3° ci-dessus que pour autant que le logement pris en location ne soit pas géré par une société ou n'appartienne pas à un descendant ou ascendant d'un membre du ménage et que le ménage y demande son inscription dans les registres de population.

§ 2. Est accordée aux conditions fixées par le présent arrêté une allocation de déménagement au ménage locataire d'un logement appartenant à une société qui, à l'initiative de celle-ci, quitte un logement sous-occupé géré par cette dernière pour prendre en location un logement de la même société proportionné à sa composition de ménage et salubre, à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population.

§ 3. Est accordée aux conditions fixées par le présent arrêté, une allocation au ménage quittant une habitation qu'il occupait à titre de résidence principale dans un équipement touristique visé par le "Plan Habitat permanent" approuvé par le Gouvernement, situé sur le territoire d'une commune visée en annexe au présent arrêté et qui, soit, prend en location ou achète un logement salubre ou un logement améliorable qui deviendra salubre dans les six mois de son entrée dans les lieux, à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population, soit, débute un séjour sous convention dans une structure d'hébergement collectif agréée par la Région wallonne en vertu du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées, ou agréée par la Communauté germanophone en vertu du décret du 9 mai 1994 relatif à l'autorisation, à l'agrégation et à la subsidiation de structures d'accueil pour seniors.

Cette allocation est cumulable avec les allocations de déménagement et de loyer pour le ménage en état de précarité.

§ 4. Par dérogation à la disposition du § 1<sup>er</sup> :

1° peut être accordée, aux conditions fixées par le présent arrêté, une allocation de loyer au ménage locataire d'un logement, soit inhabitable, soit inadapté, devenu respectivement salubre ou salubre et adapté à la suite de la réalisation de travaux. Le locataire est autorisé à continuer à occuper le logement pendant la durée des travaux;

2° peut être accordée, aux conditions fixées par le présent arrêté, une allocation de loyer au ménage locataire d'un logement surpeuplé lorsque le départ d'un ou de plusieurs cohabitants met fin à la situation de surpeuplement du logement. »

**Art. 3.** L'article 3, § 4, deuxième alinéa, du même arrêté est abrogé.

**Art. 4.** L'article 6, § 2, premier alinéa, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Au delà de cette période, le ménage locataire peut continuer à bénéficier d'allocations de loyer, par périodes de deux ans, tant qu'il répond aux conditions suivantes : ».

**Art. 5.** Dans l'article 7 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

§ 1<sup>er</sup>. Dans le § 2, les mots "sans préjudice de l'application du § 2bis" sont insérés avant les mots "Pour être considérée comme complète".

§ 2. Il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. La demande est également considérée comme complète lorsqu'elle est introduite en application de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3°, à l'aide du formulaire figurant en annexe 2, dûment complété et signé par la société. »

**Art. 6.** Le § 4 de l'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Sous peine d'irrecevabilité de la demande, la date de celle-ci, définie au § 3, doit se situer au plus tard six mois après la prise en location ou, lorsqu'il est fait application de l'article 2, § 4, 1°, au plus tard six mois après la fin des travaux, ou lorsqu'il est fait application de l'article 2, § 4, 2°, au plus tard six mois après le dernier départ de cohabitants, ou, lorsqu'il est fait application de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3°, au plus tard vingt-quatre mois après la date du déménagement. »

**Art. 7.** L'article 8, § 3, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les allocations dont l'octroi est sollicité en vertu de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3°, au moyen du formulaire figurant en annexe 2 au présent arrêté sont versées à la société qui a introduit le formulaire, à charge pour elle de reverser à chaque bénéficiaire l'allocation à laquelle il peut prétendre, sous déduction des sommes avancées par la société pour assurer son déménagement. »

**Art. 8.** L'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

**Art. 9.** L'article 23, dernier alinéa, du décret du 15 mai 2003 modifiant le Code wallon du Logement et l'article 174 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, en tant qu'il abroge l'article 21 du Code wallon du Logement, entre en vigueur le 15 avril 2007.

**Art. 10.** Dans le Code wallon du Logement, l'article 14, § 2, 2°, du décret du 20 juillet 2005 modifiant le Code wallon du Logement entre en vigueur le 15 avril 2007.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 2007.

**Art. 12.** Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mars 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

ANNEXE 1<sup>re</sup>

Liste des 34 communes signataires d'une convention de partenariat relative au Plan Habitat permanent approuvée par le Gouvernement wallon.

1. Andenne
2. Anhée
3. Aywaille
4. Bastogne
5. Bernissart
6. Brugelette
7. Chimay
8. Comblain-au-Pont
9. Couvin
10. Durbuy
11. Esneux
12. Estinnes
13. Fosses-la-Ville
14. Froidchapelle
15. Genappe
16. Hastière
17. Honnelles
18. Hotton
19. Incourt
20. Lobbès
21. Merbes-le-Château
22. Mettet
23. Onhaye
24. Ottignies-Louvain-la-Neuve
25. Philippeville
26. Ramillies
27. Somme-Leuze
28. Sprimont
29. Tellin
30. Thuin
31. Vresse-sur-Semois
32. Walcourt
33. Wasseiges
34. Yvoir

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2007 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer, fixant l'entrée en vigueur de l'article 14, § 2, 2°, du décret du 20 juillet 2005 modifiant le Code wallon du Logement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri.

Namur, le 22 mars 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## ANNEXE 2

|   |   |   |
|---|---|---|
| <b>D.G.A.T.L.P.</b><br><b>DIVISION DU LOGEMENT</b><br><b>DIRECTION DE LA QUALITE DE L'HABITAT</b><br>Service ADEL<br>Rue des Brigades d'Irlande 1<br>5100 Namur | <b>DEMANDE D'INTERVENTION ADEL</b><br><b>pour les DEMENAGEMENTS DES LOCATAIRES</b><br><b>DANS LE CADRE DES PROGRAMMES</b><br><b>D'INVESTISSEMENT</b><br><br><b>(article 2, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> de l'A.G.W. du 21 janvier 1999</b><br><b>relatif aux ADEL)</b> | <b>DATE :</b><br><b>Société :</b><br><b>Adresse :</b><br><b>N° agrément :</b> |
|---|---|---|

| Numéro de registre national ou date de naissance du locataire | Nom et prénom du locataire | Nom et prénom du conjoint ou de la personne cohabitante avec le titulaire du bail | Adresse quittée du locataire | Nouvelle adresse du locataire | Date du déménagement | Nombre d'enfants à charge/Handicap |
|---|----------------------------|---|------------------------------|-------------------------------|----------------------|------------------------------------|
|   |                            |   |                              |                               |                      |                                    |
|   |                            |   |                              |                               |                      |                                    |
|   |                            |   |                              |                               |                      |                                    |
|   |                            |   |                              |                               |                      |                                    |
|   |                            |   |                              |                               |                      |                                    |

Les soussignés certifient sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

Ils attestent que la société a vérifié les données renseignées.

CACHET DE LA SOCIETE

Date  
SIGNATURE

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2007 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer, fixant l'entrée en vigueur de l'article 14, § 2, 2°, du décret du 20 juillet 2005 modifiant le Code wallon du Logement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri.

Namur, le 22 mars 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1580

[2007/201210]

**22. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen, zur Festlegung des Inkrafttretens von Artikel 14 § 2 2° des Dekrets vom 20. Juli 2005 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 14 § 2 2°, in seiner durch Artikel 14 des Dekrets vom 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung und des Artikels 14 § 3 in seiner durch Artikel 3 des Dekrets vom 20. Juli 2005 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches für die durch Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen;

Aufgrund des am 10. November 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. November 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 26. Februar 2007 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 42.238/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen wird wie folgt abgeändert:

«Erlass über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen.»

**Art. 2** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - § 1 - Unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen werden Umzugs- und Mietzulagen gewährt:

1° dem Haushalt in prekären Verhältnissen, der entweder eine unbewohnbare oder überbelegte Wohnung verlässt oder aus seiner Situation von "Obdachlosem" herauskommt, und eine gesunde Wohnung oder eine verbesserungsfähige Wohnung, die innerhalb sechs Monaten nach seinem Einzug gesund wird, und wo er seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern beantragt, in Miete nimmt;

2° dem Haushalt in prekären Verhältnissen, in denen ein Haushaltsmitglied behindert ist, und der eine unangepasste Wohnung verlässt und eine gesunde Wohnung oder eine verbesserungsfähige Wohnung, die innerhalb sechs Monaten nach seinem Einzug gesund wird, und wo er seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern beantragt, in Miete nimmt;

3° dem Haushalt, der Mieter einer Wohnung ist, die einer Gesellschaft gehört, und der auf Anregung der Gesellschaft aus seiner Wohnung auszieht, damit letztere Arbeiten ausführen kann, die in einem Investitionsprogramm vorgesehen sind, das den Auszug der Mieter erfordert und als solches durch die Regierung anerkannt wird, um eine Wohnung derselben Gesellschaft im Verhältnis mit seiner Haushaltszusammensetzung oder eine gesunde Wohnung oder eine verbesserungsfähige Wohnung, die innerhalb sechs Monaten nach seinem Einzug gesund wird, und wo er seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern beantragt, zeitweilig oder nicht in Miete zu nehmen.

Die Mietbeihilfe wird den unter dem oben stehenden Punkt 3° nur dann gewährt, wenn die in Miete genommene Wohnung nicht von einer Gesellschaft verwaltet wird oder wenn sie keinem Verwandten in ab- oder aufsteigender Linie eines Haushaltsmitglieds gehört, und wenn der Haushalt seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern dort beantragt.

§ 2 - Unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen wird eine Umzugszulage dem Haushalt gewährt, der Mieter einer Wohnung ist, die einer Gesellschaft gehört, und der auf Anregung der Gesellschaft aus einer von dieser verwalteten unterbelegten Wohnung auszieht, um eine gesunde Wohnung derselben Gesellschaft im Verhältnis mit seiner Haushaltszusammensetzung, wo er seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern beantragt, in Miete zu nehmen.

§ 3 - Unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen wird eine Zulage dem Haushalt gewährt, der aus einer von ihm als Hauptwohnsitz bewohnten Unterkunft in einer durch den von der Regierung genehmigten Plan "Ständiges Wohnen" betroffenen touristischen Anlage auf dem Gebiet einer im Anhang zum vorliegenden Erlass aufgeführten Gemeinde auszieht, und der entweder eine gesunde Wohnung oder eine verbesserungsfähige Wohnung, die innerhalb sechs Monaten nach seinem Einzug gesund wird, und wo er seine Eintragung in den Bevölkerungsregistern beantragt, in Miete nimmt oder kauft, oder einen vereinbarungsgebundenen Aufenthalt in einer aufgrund des Dekrets vom 5. Juni 1997 über Altenheime, betreute Wohnungen und Tagesaufnahmezentren für Betagte durch die Wallonische Region zugelassenen oder aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1994 bezüglich Genehmigung, Anerkennung und Subsidierung von Aufnahmestrukturen für Senioren durch die Deutschsprachigen Gemeinschaft zugelassenen kollektiven Beherbergungsstruktur beginnt.

Diese Zulage ist mit den Umzugs- und Mietzulagen für den Haushalt in prekären Verhältnissen kumulierbar.

§ 4 - In Abweichung der Bestimmung von § 1:

1° kann unter den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eine Mietzulage dem Haushalt gewährt werden, der entweder eine unbewohnbare oder einer unangepasste Wohnung, die nach Ausführung von Arbeiten jeweils gesund und angepasst geworden ist, mietet. Der Mieter darf die Wohnung während der Arbeiten weiterhin bewohnen;

2° kann unter den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eine Mietzulage dem Haushalt gewährt werden, der Mieter einer überbelegten Wohnung ist, wenn durch den Auszug eines oder mehrerer Mitbewohner der Überbelegung der Wohnung ein Ende gesetzt wird.»

**Art. 3** - Artikel 3 § 4 Absatz 2 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 4** - Artikel 6 § 2 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Nach dieser Periode darf der Mieter-Haushalt weiterhin Mietzulagen pro Perioden von zwei Jahren erhalten, solange er den folgenden Bedingungen genügt:»

**Art. 5** - In Artikel 7 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

§ 1 - In § 2 werden die Wörter "unbeschadet der Anwendung von § 2bis" zwischen die Wörter "muss er" und "das Folgende enthalten".

§ 2 - Es wird ein § 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2bis. Der Antrag wird ebenfalls als vollständig betrachtet, wenn er in Anwendung von Artikel 2 § 1 3° mittels des in der Anlage 2 angegebenen, ordnungsgemäß ausgefüllten und durch die Gesellschaft unterzeichneten Formulars eingereicht wird.»

**Art. 6** - § 4 des Artikels 7 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4 - Bei Strafe der Unzulässigkeit des Antrags muss das in § 3 bestimmte Datum des Antrags spätestens sechs Monate nach der Anmietung oder, wenn Artikel 2 § 4 1° Anwendung findet, spätestens sechs Monate nach der Fertigstellung der Arbeiten oder wenn Artikel 2 § 4 2° Anwendung findet, spätestens sechs Monate nach dem letzten Auszug von Mitbewohnern, oder wenn Artikel 2 § 1 3° Anwendung findet, spätestens vierundzwanzig Monaten nach dem Datum des Umzugs liegen.»

**Art. 7** - Artikel 8 § 3 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Die Zulagen, deren Gewährung aufgrund von Artikel 2 § 1 3° mittels des in der Anlage 2 angegebenen Formulars beantragt wird, werden der Gesellschaft, die das Formular eingereicht hat, ausgezahlt, mit der Aufgabe für Letztere, jedem Begünstigten die Zulage, auf welche er Anspruch hat, nach Abzug der von der Gesellschaft zur Gewährleistung seines Umzugs ausgelegten Beträge einzuzahlen.»

**Art. 8** - Die Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen wird durch die dem vorliegenden Erlass beigefügte Anlage 1 ersetzt.

**Art. 9** - Der Artikel 23 letzter Absatz des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches und des Artikels 174 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insoweit er Artikel 21 des Wallonischen Wohngesetzbuches aufhebt, tritt am 15. April 2007 in Kraft.

**Art. 10** - Im Wallonischen Wohngesetzbuch tritt Artikel 14 § 2 2° des Dekrets vom 20. Juli 2005 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches am 15. April 2007 in Kraft.

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am 15. April 2007 in Kraft.

**Art. 12** - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 22. März 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

---

#### ANLAGE 1

Liste der 34 Gemeinden, die eine von der Wallonischen Regierung genehmigte Partnerschaftsvereinbarung bezüglich des Plans "Ständiges Wohnen" unterschrieben haben:

1. Andenne
2. Anhéé
3. Aywaille
4. Bastogne
5. Bernissart
6. Brugelette
7. Chimay
8. Comblain-au-Pont
9. Couvin
10. Durbuy
11. Esneux
12. Estinnes
13. Fosses-la-Ville
14. Froidchapelle
15. Genappe
16. Hastière
17. Honnelles
18. Hotton
19. Incourt
20. Lobbes
21. Merbes-le-Château
22. Mettet
23. Onhaye
24. Ottignies-Louvain-la-Neuve
25. Philippeville
26. Ramillies
27. Somme-Leuze
28. Sprimont
29. Tellin
30. Thuin
31. Vresse-sur-Semois
32. Walcourt
33. Wasseiges
34. Yvoir

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2007 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen, zur Festlegung des Inkrafttretens von Artikel 14 § 2 2° des Dekrets vom 20. Juli 2005 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. März 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

## ANLAGE 2

|   |  |  |
|---|--|--|
| <p>GENERALDIREKTION DER RAUMORDNUNG, DES WOHNUNGSWESENS UND DES ERBES</p> <p>ABTEILUNG WOHNUNGSWESEN</p> <p>DIREKTION DER QUALITÄT DER WOHNVERHÄLTNISSE</p> <p>Dienststelle "Umzugs- und Mietzulagen"</p> <p>Rue des Brigades d'Irlande 1</p> <p>5100 Namur</p> | <p>ANTRAG AUF EINE BEIHILFE<br/>"UMZUGS- UND MIETZULAGE"<br/>für UMZÜGE VON MIETERN IM RAHMEN<br/>DER INVESTITIONSPROGRAMME</p> <p>(Artikel 2 § 1 3° des EWR vom 21. Januar 1999<br/>über die Umzugs- und Mietzulagen)</p> | <p>DATUM:</p> <p>Gesellschaft:</p> <p>Anschrift:</p> <p>Zulassungsnr.:</p> |
|---|--|--|

| Nationalregisternummer oder Geburtsdatum des Mieters | Name und Vorname des Mieters | Name und Vorname des Ehepartners oder der mit dem Inhaber des Mietvertrags zusammenlebenden Person | Anschrift des Orts, aus dem der Mieter ausgezogen ist | Neue Anschrift des Mieters | Datum des Umzugs | Anzahl der unterhaltsberechtigten Kinder/Behinderung |
|--|------------------------------|--|---|----------------------------|------------------|--|
|  |                              |  |   |                            |                  |  |
|  |                              |  |   |                            |                  |  |
|  |                              |  |   |                            |                  |  |
|  |                              |  |   |                            |                  |  |

Die Unterzeichneten versichern auf Ehrenwort die Aufrichtigkeit und Vollständigkeit dieser Erklärung,  
Sie bestätigen, dass die Gesellschaft die gegebenen Auskünfte überprüft hat.

STEMPEL DER GESELLSCHAFT

Datum  
UNTERSCHRIFT

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2007 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen, zur Festlegung des Inkrafttretens von Artikel 14 § 2 2° des Dekrets vom 20. Juli 2005 zur Abänderung des Wallonischen Wohngesetzbuches und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. März 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1580

[2007/201210]

**22 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen, tot bepaling van de inwerkingtreding van artikel 14, § 2, 2°, van het decreet van 20 juli 2005 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een precaire toestand verkeren en aan daklozen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 14, § 2, 2°, zoals gewijzigd bij artikel 14 van het decreet van 20 juli 2005 en artikel 14, § 3, zoals gewijzigd bij artikel 3 van het decreet van 20 juli 2005 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een precaire toestand verkeren en aan daklozen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een precaire toestand verkeren en aan daklozen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 november 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2006;

Gelet op advies 42.238/4 van de Raad van State, gegeven op 26 februari 2007;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van het regeringsbesluit van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een precaire toestand verkeren en aan daklozen wordt gewijzigd als volgt :

« Besluit tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen ».

**Art. 2.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 2. § 1. Er worden tegen de voorwaarden bepaald bij dit besluit verhuis- en huurtoelagen toegekend :

1° aan het gezin in een preciaire toestand dat ofwel een onbewoonbare of overbevolkte woning verlaat ofwel zijn toestand als dakloos gezin beëindigt en een gezonde woning of een verbeterbare woning huurt die binnen zes maanden na zijn intrek gezond wordt waarbij het gezin onder het adres van die woning een aanvraag indient tot inschrijving in het bevolkingsregister;

2° aan het gezin in een preciaire toestand waarvan een gezinslid gehandicapt is dat ofwel een onaangepaste woning verlaat en een gezonde woning of een verbeterbare woning huurt die binnen zes maanden na zijn intrek gezond wordt waarbij het gezin onder het adres van die woning een aanvraag indient tot inschrijving in het bevolkingsregister;

3° aan het gezin dat een woning huurt dat toebehoort aan een maatschappij en zijn woning verlaat op initiatief van laatstgenoemde om deze zodoende in staat te stellen de werken opgenomen in een investeringsprogramma te verrichten, waarbij de verhuis van de huurders noodzakelijk is en als dusdanig erkend wordt door de Regering, om al dan niet tijdelijk een woning van dezelfde maatschappij te huren die in verhouding staat tot zijn gezinssamenstelling en die gezond is of een gezonde woning of een verbeterbare woning die gezond zal worden binnen de zes maanden na intrek van het gezin waarbij dat gezin onder het adres van die woning een aanvraag indient tot inschrijving in het bevolkingsregister.

De huurtoelage wordt enkel aan de gezinnen bedoeld in hogervermeld punt 3° toegekend voor zover de in huur genomen woning niet beheerd wordt door een maatschappij of niet toebehoort aan een bloedverwant in de opgaande of nederdalende lijn van een gezinslid en het gezin voor die woning zijn aanvraag tot inschrijving in het bevolkingsregister indient.

§ 2. Er wordt tegen de voorwaarden bepaald bij dit besluit een verhuistoelage toegekend aan het gezin dat een woning huurt van een maatschappij en dat op initiatief van laatstgenoemde een onderbewoonde woning, beheerd door die maatschappij, verlaat om een woning van dezelfde maatschappij te huren die in verhouding staat tot de gezinssamenstelling en gezond is, waarbij het gezin voor die woning zijn aanvraag indient tot inschrijving in het bevolkingsregister.

§ 3. Er wordt tegen de voorwaarden bepaald bij dit besluit een toelage toegekend aan het gezin dat een woning verlaat dat het bewoonde als hoofdverblijfplaats in een toeristische uitrusting bedoeld bij het "Plan Habitat Permanent" goedgekeurd door de Regering, gelegen op het grondgebied van een gemeente bedoeld in de bijlage bij dit besluit en dat ofwel een gezonde of een verbeterbare woning huurt of koopt die gezond zal worden binnen de zes maanden na er zijn intrek in te hebben genomen waarbij het voor die woning een aanvraag indient tot inschrijving in het bevolkingsregister ofwel een onder een overeenkomst vallend verblijf aanvat in een collectieve verblijfsstructuur erkend door het Waalse Gewest krachtens het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden of erkend door de Duitstalige Gemeenschap krachtens het decreet van 9 mei 1994 betreffende de machtiging, de erkenning en de subsidiëring van onthaalstructuren voor senioren.

Die toelage is cumuleerbaar met de verhuis- en huurtoelagen voor het gezin in preciaire toestand.

§ 4. In afwijking van de bepaling van § 1 :

1° kan er tegen de voorwaarden bepaald bij dit besluit een huurtoelage toegekend worden aan het gezin dat een ofwel onbewoonbare ofwel onaangepaste woning huurt die respectievelijk gezond of gezond en aangepast is geworden nadat er werken aan zijn uitgevoerd. De huurder mag de woning blijven bewonen tijdens de duur van de werken;

2° kan er tegen de voorwaarden bepaald bij dit besluit een huurtoelage toegekend worden aan het gezin dat een overbevolkte woning huurt indien de toestand van overbevolking beëindigd wordt na het vertrek van één of meerdere medebewoners. »

**Art. 3.** Artikel 3, § 4, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 4.** Artikel 6, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Na die periode kan het hurend gezin verder in aanmerking komen voor huurtoelagen tijdens periodes van twee jaar voor zover het voldoet aan volgende voorwaarden : ».

**Art. 5.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. In § 2 worden de woorden "onverminderd de toepassing van § 2bis" ingevoegd na de woorden "de premieaanvraag".

§ 2. Er wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. De aanvraag wordt eveneens als volledig beschouwd indien hij ingediend wordt overeenkomstig artikel 2, § 1, 3°, door middel van het formulier opgenomen in bijlage 2, behoorlijk ingevuld en ondertekend door de maatschappij. »

**Art. 6.** Paragraaf 4 van artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 4. Op straffe van onontvankelijkheid van de aanvraag dient de datum ervan, bepaald in § 3, uiterlijk zes maanden na aanvang van de huur te vallen of, bij toepassing van artikel 2, § 4, 1°, uiterlijk zes maanden na het einde van de werken, of, bij toepassing van artikel 2, § 4, 2°, uiterlijk zes maanden na het laatste vertrek van de medebewoners, of, bij toepassing van artikel 2, § 1, 3°, uiterlijk vierentwintig maanden na datum van de verhuis. »

**Art. 7.** Artikel 8, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« De toelagen waarvan de toekenning aangevraagd wordt krachtens artikel 2, § 1, 3°, door middel van het formulier opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit, worden gestort aan de maatschappij die het formulier heeft ingediend, waarna laatstgenoemde aan elke begunstigde de toelage moet doorstorten waarop deze aanspraak kan maken na aftrek van de voorschotten gedaan door de maatschappij om in de verhuis te voorzien. »

**Art. 8.** De bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

**Art. 9.** Artikel 23, laatste lid, van het decreet van 15 mei 2003 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en van artikel 174 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium treedt in werking op 15 april 2007 voor zover het artikel 21 van de Waalse Huisvestingscode opheft.



**Art. 10.** In de Waalse Huisvestingscode treedt artikel 14, § 2, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 20 juli 2005 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode in werking op 15 april 2007.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 15 april 2007.

**Art. 12.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 maart 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

---

#### BIJLAGE 1

Lijst van de 34 gemeenten die een door de Waalse Regering goedgekeurde samenwerkingsovereenkomst "Plan Habitat Permanent" hebben ondertekend.

1. Andenne
2. Anhée
3. Aywaille
4. Bastenaken
5. Bernissart
6. Brugelette
7. Chimay
8. Comblain-au-Pont
9. Couvin
10. Durbuy
11. Esneux
12. Estinnes
13. Fosses-la-Ville
14. Froidchapelle
15. Genappe
16. Hastière
17. Honnelles
18. Hotton
19. Incourt
20. Lobbès
21. Merbes-le-Château
22. Mettet
23. Onhaye
24. Ottignies-Louvain-la-Neuve
25. Philippeville
26. Ramillies
27. Somme-Leuze
28. Sprimont
29. Tellin
30. Thuin
31. Vresse-sur-Semois
32. Walcourt
33. Wasseiges
34. Yvoir

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2007 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen, tot bepaling van de inwerkingtreding van artikel 14, § 2, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 20 juli 2005 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen.

Namen, 22 maart 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

## BIJLAGE 2

|   |   |  |
|---|---|--|
| <b>D.G.A.T.L.P.</b><br><b>AFDELING HUISVESTING</b><br>Directie Kwaliteit van het Woonmilieu<br>Service ADeL<br>Rue des Brigades d'Irlande 1<br>5100 Namen | <b>TEGEMOETKOMINGSAANVRAAG<br/>         VERHUIS- EN HUURTOELAGE<br/>         voor VERHUIZINGEN VAN HUURDERS IN HET KADER<br/>         VAN DE INVESTERINGSPROGRAMMA'S</b><br><br>(artikel 2, § 1, 3°, van het besluit W.G. van 21 januari 1999<br>betreffende de verhuis- en huurtoelagen) | <b>DATUM :</b><br><b>Maatschappij :</b><br><b>Adres :</b><br><b>Erkenningsnummer :</b> |
|---|---|--|

| Rijksregister-<br>nummer of<br>geboortedatum<br>van de huurder | Naam<br>en voornaam<br>van de huurder | Naam en voornaam<br>van de echtgenoot<br>(-genote) of van de<br>persoon die samen-<br>woont met de hou-<br>der van de huur-<br>overeenkomst | Adres<br>die de huurder<br>verlaat | Nieuw adres<br>van de huurder | Verhuisdatum | Aantal kinderen<br>ten laste/Handicap |
|--|---------------------------------------|---|------------------------------------|-------------------------------|--------------|---------------------------------------|
|  |                                       |   |                                    |                               |              |                                       |
|  |                                       |   |                                    |                               |              |                                       |
|  |                                       |   |                                    |                               |              |                                       |
|  |                                       |   |                                    |                               |              |                                       |
|  |                                       |   |                                    |                               |              |                                       |

Ondergetekenden verklaren op erewoord dat deze verklaring oprecht en volledig is.

Zij bevestigen dat de maatschappij de opgegeven inlichtingen nagekeken heeft.

STEMPEL VAN DE MAATSCHAPPIJ

Datum  
HANDTEKENING.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2007 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen, tot bepaling van de inwerkingtreding van artikel 14, § 2, 2°, van het decreet van 20 juli 2005 tot wijziging van de Waalse Huisvestingscode en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een preciaire toestand verkeren en aan daklozen.

Namen, 22 maart 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE